

Michel AGLIETTA

La Crise. Les voies de sortie (2010)

La crise des subprimes : origines et solutions.

Michel Aglietta, *La Crise. Les voies de sortie*, Paris, Michalon Éditions, 2010, 124 p.

L'AUTEUR

Michel Aglietta (1938-) est l'un des fondateurs de l'« École de la régulation ». Il publie, dès 1976, un ouvrage qui fera date : *Régulation et crises du capitalisme* (O. Jacob, rééd. 1997). Ancien élève de l'École Polytechnique et de l'ENSAE¹, il est professeur de sciences économiques à l'université Paris-Ouest ainsi que consultant au CEPII² et à Groupama Asset Management. Il a consacré de nombreux ouvrages à la finance contemporaine et aux problèmes du capitalisme contemporain : *Les Hedge Funds. Entrepreneurs ou requins de la finance ?* (Perrin, 2010) ; *Crise et rénovation de la finance* (O. Jacob, 2009) ; *Macroéconomie financière* (La Découverte, 5^e éd. 2008) ; *Désordres dans le capitalisme mondial* (avec L. Berrebi, O. Jacob, 2007).

MOTS-CLÉS

aléa moral, crise, économie, subprimes, prêt.

L'ESSENTIEL

Organisé autour de 13 chapitres, l'ouvrage de M. Aglietta montre tout d'abord que les crises financières sont inhérentes au fonctionnement du capitalisme. Cette situation s'explique par la logique interne aux marchés financiers. Alors que la demande est généralement une fonction décroissante du prix, elle est une fonction croissante du prix pour les actifs financiers. La hausse alimente la hausse car les actifs financiers sont des « éléments de valorisation du patrimoine ». Alimenté par le crédit, ce mouvement nourrit des bulles qui finissent par éclater. Soulignant ensuite (chap. 2) le rôle de l'excès de crédit dans l'avènement d'une crise, M. Aglietta met en cause les nouvelles normes comptables dites normes IFRS³, normes qui évaluent les actifs financiers sur la base de la valeur de marché. Croyant leur client plus riche lorsque la valeur du patrimoine augmente, les banquiers prennent des risques excessifs.

La croissance exponentielle du crédit est au cœur de la crise des subprimes (chap. 3) : « *La crise qui a éclaté en 2007 est d'une ampleur exceptionnelle dans la mesure même où le crédit a atteint des niveaux jamais égalés auparavant* » (p. 21). Les banques d'investissement sont à l'origine d'un « cocktail explosif » fondé sur : l'adoption des normes IFRS, la titrisation des crédits et un mode d'évaluation du risque de crédit qui aboutit à la situation où « *le volume de crédit prime désormais sur la qualité des prêts* » (p. 27).

Le déclenchement de la crise est indissociable des stratégies conduites par les pays émergents dont la Chine (chap. 4). Fondant leur croissance sur les exportations, ils ont accumulé des dollars

1. École nationale de la statistique et de l'administration économique (réseau Paris Tech).

2. Centre d'études prospectives et d'informations internationales (créé en 1978).

3. *International Financial Reporting Standards* (normes internationales d'information financière).

qui, recyclés aux États-Unis via le système financier international, ont favorisé l'endettement. Le chap. 5 expose comment la crise, partie des États-Unis, s'est propagée à l'économie mondiale. Le paroxysme de la crise est atteint avec la faillite de la banque d'investissement Lehman Brothers (15 sept. 2008), faillite déclenchant un vent de panique sur les marchés financiers et à l'origine d'une paralysie du marché interbancaire. Le chap. 6 confirme que la « panne du crédit » a favorisé la propagation de la crise financière à l'économie réelle. « *L'histoire suggère que les crises financières sévères sont suivies de longues périodes de désendettement* » (p. 59) ; désendettement qui, combiné à la hausse du taux d'épargne, explique l'atonie de la demande intérieure. La préservation de la globalisation est vitale, le dynamisme économique des pays émergents offrant des débouchés aux pays industrialisés.

GROS PLAN

LA RÉACTION DES AUTORITÉS FACE À LA CRISE. L'État est intervenu d'urgence en recapitalisant les banques (chap. 7). Les banques centrales sont massivement intervenues en jouant leur rôle de « *prêteur en dernier ressort* ». Si la relance budgétaire était nécessaire pour amortir la crise, M. Aglietta souligne qu'il existe plusieurs conditions à son efficacité : il faut aider les ménages à faibles revenus et développer l'investissement public dans les secteurs à externalités positives (éducation, recherche) ; la banque centrale doit dans le même temps baisser les taux d'intérêt ; une relance budgétaire coordonnée est plus efficace qu'une relance isolée.

L'auteur constate que la crise n'a pas suffisamment fait progresser l'Europe faute de budget fédéral (chap. 8). Les Européens restent divisés et un saut qualitatif dans la gouvernance européenne reste indispensable, tout comme de nouvelles régulations (chap. 9). Les banques centrales doivent préserver la stabilité financière et imposer aux banques de constituer du capital supplémentaire afin de se protéger d'un éventuel retournement de l'activité. Il faut aussi limiter la taille des banques, renforcer la transparence et, afin d'éviter tout phénomène d'aléa moral, rendre possible les faillites. Il convient également de revoir le mode de rémunération des *traders* (chap. 10) car il les incite à privilégier le court terme et à prendre des risques excessifs.

Dans son ultime chapitre, M. Aglietta discerne deux sources de croissance potentielle. La première est liée à la transition démographique mondiale. Le vieillissement dans les pays riches favorise la hausse de l'épargne ; celle-ci, transférée dans les pays émergents, permettra de financer l'accumulation du capital et d'augmenter le niveau de productivité ces pays. La seconde est liée aux innovations séculaires du capitalisme qui, dans divers domaines (économies d'énergie, énergies renouvelables, protection de l'environnement, etc.), sont en mesure de prolonger la croissance.

**PORTÉE
DE L'OUVRAGE**

Ouvrage de vulgarisation destiné au « grand public », le livre de M. Aglietta fournit des clés pour comprendre la crise et ses retombées. Il peut être utilement complété par des ouvrages comme *La Crise de la finance globalisée* (A. Brender, F. Pisani, La Découverte, 2009) ou *Des subprimes à la récession. Comprendre la crise* (N. Couderc, O. Montel-Dumont, La Documentation française, 2009). On peut compléter sur le cas européen par l'ouvrage de Michel Aglietta, *Zone euro : éclatement ou fédération* (Michalon, 2012).

A. D.

Wladimir ANDREFF

Les Multinationales globales (1996)

La mondialisation des marchés va de pair avec les stratégies globales des firmes multinationales et la demande des consommateurs.

Wladimir Andreff, *Les Multinationales globales*, Paris, La Découverte, 1996, rééd. 2003, coll. « Repères », 123 p. (graphiques, biblio).

L'AUTEUR

Professeur d'économie à l'Université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, W. Andreff (1946-) est fondateur et directeur du ROSES (Réforme et Ouverture des Systèmes Économiques post-socialistes), laboratoire associé du CNRS.

MOTS-CLÉS

firmes multinationales (FMN), investissement direct à l'étranger (IDE).

L'ESSENTIEL

Partant du constat que les FMN constituent un phénomène omniprésent, W. Andreff les définit ainsi : « *Toute firme développant une activité commerciale, industrielle, technologique, financière ou tertiaire au-delà des frontières de son pays d'origine, quelles que soient la taille et la nationalité de ses actifs physiques et financiers et de ses effectifs employés* » (p. 6). Bref, une entreprise devient une multinationale quand elle réalise un investissement productif à l'étranger. Dès lors, il en distingue trois types.

1. **Les mini-multinationales sont de petites entreprises** présentes dans un nombre limité de pays où elles s'adaptent à une demande locale bien identifiée.
2. **Les multinationales banales s'internationalisent** par souci de sécuriser leurs approvisionnements en matières premières et délocalisent pour profiter de bas coûts de main-d'œuvre. Économiquement, la justification de cette banalisation des stratégies internationales des firmes, réside dans l'imperfection de la concurrence. Pour chaque produit de base et à l'échelle mondiale, seule une douzaine de firmes réalisent 75 à 90 % de la production et du commerce. Par conséquent, au sein de ces oligopoles mondiaux, l'IDE est une arme stratégique pour gagner des parts de marché mondial au détriment de ses concurrents directs ou menacer la position d'un concurrent dans son propre pré carré national.
3. **Les multinationales globales sont les firmes de grande taille, au nombre d'un millier environ.** Elles ont une vision mondiale des marchés et de la concurrence, grâce à la maîtrise des nouvelles technologies de communication qui leur permettent d'optimiser leur stratégie. Elles délocalisent et relocalisent fréquemment leurs activités entre les pays selon les évolutions des rentabilités et des fiscalités locales ; elles procèdent à de nombreuses fusions et acquisitions de firmes étrangères et forment des réseaux mondiaux d'alliances stratégiques.

SOCIÉTÉ MÈRE, FILIALES ET IDE. Au sein des FMN, la société mère contrôle les filiales (sociétés étrangères) par l'actionnariat dans d'autres pays. En 1977, 11 000 firmes multinationales contrôlaient 82 000 filiales. Il s'agissait essentiellement de grosses entreprises américaines qui réalisaient à elles seules l'essentiel des IDE. Les économistes distinguent les **investissements de portefeuille** (simples achats d'actions et d'obligations, sans prise de contrôle d'une entreprise) et les **investissements directs à l'étranger**, quand la prise de participation dans l'entreprise, établie par convention, à au moins 10 % de son capital, aboutit au contrôle effectif de cette entreprise.

Durant les Trente Glorieuses et les années 1970, les multinationales américaines (General Motors, General Electric) réalisaient des investissements massifs dans le secteur industriel en Europe, profitant d'un dollar fort pour racheter à bon compte des entreprises européennes et déployer leur stratégie industrielle à l'échelle de l'OCDE. Ces multinationales américaines privilégiaient le secteur industriel et l'exportation de méthodes de production fordistes.

Dans la première décennie du XXI^e siècle, les firmes multinationales sont dix fois plus nombreuses : 80 000 (d'après la CNUCED), originaires de 47 pays (essentiellement États-Unis, Europe, Japon) et contrôlant plus de 800 000 filiales dans 175 pays hôtes. Les services ont partiellement remplacé l'industrie dans leurs activités. Les méthodes de production y sont désormais plus flexibles : *toyotisme* et *lean production* ont remplacé le fordisme.

Le développement tentaculaire des FMN homogénéise l'espace économique mondial, par le truchement du commerce intra-firme (une filiale implantée en Asie exporte ses chaussures vers la maison-mère qui les commercialise aux États-Unis) qui constitue un tiers du commerce mondial au début du XXI^e siècle. Un autre tiers correspond aux échanges des 80 000 FMN avec les autres entreprises. Seul un tiers du commerce mondial échappe ainsi à leur contrôle direct ou indirect. Les FMN occupent un rôle central dans le commerce mondial et n'hésitent pas à mettre les États en concurrence entre eux, afin d'obtenir la fiscalité la plus favorable.

PORTÉE DE L'OUVRAGE

L'ouvrage se situe clairement dans une perspective néo-marxiste. Affirmant que le capitalisme courrait à sa perte à cause de la baisse tendancielle des taux de profit, Karl Marx* avait néanmoins identifié six facteurs permettant aux capitalistes de repousser cet horizon. Parmi ceux-ci, l'internationalisation des marchés et l'ouverture commerciale permettent d'ouvrir de nouveaux débouchés (échappant en partie à la concurrence en faisant augmenter les prix) et de trouver une abondance de main-d'œuvre peu chère et flexible dans des pays pauvres (baisse les coûts). W. Andreff se situe clairement dans cette perspective : « *L'IDE exprime l'internationalisation de l'accumulation du capital* » (p. 11). La croissance des FMN exprime l'évolution des rapports de force, avec l'émergence de grands groupes capitalistiques, aux ramifications tentaculaires et dont la richesse peut excéder le PIB de certains États. Émerge ainsi une nouvelle gouvernance mondiale, avec des FMN qui occupent des positions géopolitiques stratégiques dans les relations internationales, concurrençant les États¹. Mais leur multiplication est aussi source d'opportunités : la création de *joint-ventures* a permis d'accroître leur production tout en autorisant la Chine à entamer son processus de développement. Par ailleurs, les FMN issues des pays émergents se développent à grande vitesse et rebattent les cartes de la hiérarchie géopolitique (Arcelor Mittal).

A. T.

1. Cf. Jacques Attali, *Une brève histoire de l'avenir* (Fayard, 2006, rééd. poche 2011).

Patrick ARTUS et Marie-Paule VIRARD

Pourquoi il faut partager les revenus (2010)

Atténuer les impacts délétères d'une crise mondiale mais d'abord européenne.

Patrick Artus, Marie-Paule Virard, *Pourquoi il faut partager les revenus. Le seul antidote à l'appauvrissement collectif*, Paris, La Découverte, 2010, 182 p.

L'AUTEUR

Auteurs de livres aux titres percutants – *Le capitalisme est en train de s'autodétruire* (La Découverte, rééd. 2006), *Comment nous avons ruiné nos enfants* (La Découverte, rééd. 2008) –, Patrick Artus et Marie-Paule Virard sont des observateurs avisés de la sphère économique. M.-P. Virard est journaliste. P. Artus est à la fois professeur d'économie (Université Paris-I Panthéon-Sorbonne), conseiller politique (membre du Conseil d'analyse économique et du Conseil d'analyse de la société auprès du Premier ministre) et acteur de la sphère financière (directeur de la Recherche et des études de Natixis, banque d'investissement du groupe BPCE lui-même issu de la fusion Caisse d'Épargne/Banque Populaire).

MOTS-CLÉS

bulle spéculative, crise, désindustrialisation, globalisation, gouvernance, récession, stagdéflation, Europe, Chine, Japon.

L'ESSENTIEL

La crise qui démarre à partir de 2007 fait entrer le monde dans une période de « *déglobalisation* » (p. 13), dont la traduction première est une régionalisation accrue du monde. En effet, les grands gagnants de la mondialisation – certains États du Sud – progressent désormais grâce à la croissance de leur marché intérieur et ont tendance à rayonner d'abord sur une sphère d'influence régionale qu'ils dominent.

Les équilibres mondiaux changent alors profondément, au détriment des économies développées, enfermées dans une croissance faible (sinon récessive) et un marché de consommation qui n'est plus porteur dans la mesure où « *la faiblesse des salaires et de l'emploi, deux compagnons de route classiques de la croissance molle, pèsent et pèseront sur le pouvoir d'achat des salariés* » (p. 16). Les économies riches sont ainsi doublement pénalisées : d'une part, les marchés émergents se ferment à leurs exportations ; d'autre part, les pays du Sud, qui peuvent de surcroît s'appuyer sur un marché de consommation intérieure cohérent, les concurrencent fortement. Or, « *c'est désormais la consommation qui va jouer le rôle de puissant agent de croissance des économies* » (p. 24). Dès lors, les auteurs constatent que « *le basculement du centre de gravité de l'économie mondiale vers les pays émergents, en particulier l'Asie, se révèle extrêmement rapide* » (p. 28).

Cette *déglobalisation* risque alors d'entraîner plus particulièrement la chute de l'Europe. Hausse potentielle des taux d'intérêts, atonie de la consommation intérieure, impossibilité de profiter de la croissance des marchés émergents sont autant de menaces très réelles qui pèsent sur une région déjà affectée par des problèmes structurels (désindustrialisation). Dès lors, la menace est

grande pour une Europe « surendettée et sous-compétitive » d'être victime d'une « stagdéflation » (p. 47) laquelle mêlerait stagnation économique, baisse des prix et politiques d'austérité castratrices pour la croissance.

Le Japon a déjà connu pareille évolution. Baisse des prix à la consommation, plongée des salaires et apathie du marché intérieur de consommation ont été aggravées par une baisse sensible des exportations liée à l'effondrement de la consommation mondiale depuis 2007. La dette du pays est donc sur-creusée cependant que l'économie tourne à vide et se désindustrialise. La déflation devient ainsi un « *poison mortel* » (p. 53) dont l'Empire du Soleil levant ne s'est toujours pas mithridatisé. Ce scénario nippon, l'Europe, voire les États-Unis, paraissent vouloir le rejouer. Premièrement, leurs finances publiques se sont considérablement détériorées dans le cadre de la crise. Deuxièmement, les entreprises et les banques ont acquis des portefeuilles de titres publics dont les États usent pour financer leurs déficits. Partout, la consommation intérieure s'effondre ou à tout le moins stagne. Quant à la volonté de compenser l'asthénie du marché intérieur par la maîtrise des marchés extérieurs, elle est assez illusoire attendu que « *par définition, chacun ne peut espérer compenser la mollesse de la demande intérieure en conquérant des parts de marché à l'exportation* » (p. 65).

GROS PLAN

LA DÉSINDUSTRIALISATION EN EUROPE. Entre 1990 et 2009, l'emploi industriel a chuté de 45 % au Royaume-Uni, de 32 % au Japon, de 20 % aux États-Unis, de 20 % dans la zone euro. En France l'industrie n'assure plus que 16 % de la production totale de richesse, contre plus du double en Allemagne. Et si cette dernière a maintenu des productions de qualité, à haute valeur ajoutée et qui trouvent preneur sur le marché mondial, tel n'est pas le cas de la France^o : 45 % de l'emploi industriel perdu (2 millions entre 1980 et 2007) est lié au phénomène de concurrence internationale alors que 90 % des entreprises nationales (PME) n'assurent que 17 % des exportations industrielles.

Cette sombre réalité ouvre des perspectives inquiétantes. Si l'Europe assure aujourd'hui 21 % de la production industrielle mondiale, ce taux pourrait tomber à 5 % en 2040, les États-Unis tenant aujourd'hui leur rang avec 14 % (malgré les 4 millions d'emplois détruits par la crise en 2009) et la Chine caracolant en tête avec 40 % de la production industrielle mondiale.

Ce pays incarne à lui-seul le caractère conquérant de l'industrie des économies émergées. Les transferts de technologie dont la Chine a profité (85 milliards de dollars en 2009) lui ont permis de monter très rapidement en gamme. Le Nord perd alors la chasse gardée dont il disposait sur les productions de haute technologie à fort capital de recherche. La maîtrise chinoise sur les technologies des trains rapides (42 lignes à grande vitesse entre 2010 et 2012), du spatial, de l'aéronautique civile (avion moyen-courrier C-919) est, à cet égard, très révélatrice de la croissance désormais quantitative et qualitative du pays. L'Empire du Milieu ne forme-t-il pas aujourd'hui plus de 800 000 ingénieurs par an cependant qu'il consacre 4 % de son PIB pour ses dépenses éducatives ? La division internationale du travail est désormais révolue. La Chine ne compte plus seulement sur les investissements étrangers ni sur ses dotations en facteurs traditionnels d'attractivité (peu de capital et beaucoup de main-d'œuvre peu qualifiée) : elle exporte désormais des produits haut de gamme (33 % de ses exportations en 2007 contre 21 % en 1998), les ventes étant cravachées par la faiblesse organisée du yuan-renminbi.

^o Patrick Artus, Marie-Paule Virard, *La France sans ses usines* (Fayard, 2011).

La crise de 2007 s'est soldée par « le retour spectaculaire [...] des États et de leur arsenal politique » (p. 75), au risque de suivre des politiques économiques contre-productives et déconnectées de la réalité. Car la croissance durant les décennies 1990 et 2000 n'a été entretenue qu'au moyen du crédit, « l'endettement du secteur privé ayant remplacé le revenu laminé par la globalisation » (p. 78). Il en a résulté, de façon factice, une « économie Boucle d'Or » (p. 79) qui associait forte croissance, chômage faible, inflation modeste mais au prix d'un endettement « pathologique ». En outre, les auteurs n'hésitent pas à dénoncer le caractère pervers de certains choix lesquels « ont durablement installé l'économie mondiale dans un régime de bulles spéculatives, sources potentielles de nouvelles crises à venir » (p. 89).

En 2007, cette économie mythifiée vole en éclat. L'endettement privé s'écroule, la demande s'effondre. Immédiatement, l'endettement public prend le relais. Mais cette politique publique n'a qu'un temps, dans le cadre de finances nationales de plus en plus déséquilibrées. Les ménages n'ont alors que leurs seuls revenus salariaux pour soutenir la demande, lesquels ont tendance à baisser. Les auteurs posent alors une question qui est selon eux fondamentale : « la progression des salaires [prendra-t-elle] le relais des transferts opérés par l'État pour soutenir la consommation » (p. 82) ?

Quant au monde, inséré dans la logique du flexibilisme monétaire depuis les années 1970, il doit désormais affronter une « guerre des taux de change [qui] est devant nous » et dont la finalité est « de gagner des parts de marché en sous-évaluant la monnaie » (p. 95). La bataille monétaire mondiale semble alors perdue pour les États dont les politiques entretiennent des monnaies fortes (Japon, pays de l'Euroland). De plus, les pratiques protectionnistes ont fait leur retour dans le monde. Pour autant, les auteurs ne conseillent pas à l'Union européenne d'en faire autant puisqu'« il serait suicidaire pour les Européens de se couper des marchés qui tireront le plus la croissance mondiale » (p. 106) et dans la mesure où, délocalisations obligent, il n'y a plus « substituabilité entre produits domestiques et produits étrangers » (p. 107). Il est donc impérieux « de définir les options de politique économique susceptible de redynamiser l'économie et de fabriquer un supplément de croissance nécessaire au bien-être collectif » (p. 110).

Pour parvenir à infléchir la tendance, il n'existe que quelques solutions : « d'abord rattraper le niveau de productivité (niveau technologique) des pays les plus avancés grâce à une réallocation des emplois vers des emplois à niveau de productivité plus élevé » et « innover pour développer de nouveaux produits et de nouveaux processus de production » (p. 122). La « green economy » est présentée comme un nouveau relais de croissance. Pour financer « le cocktail économie de l'intelligence + wgreen business » (p. 133), les entreprises devront trouver des capitaux. Or, les entreprises sont confrontées à la frénésie spéculative des investisseurs à long terme qui dédaignent « l'insuffisante rentabilité de l'investissement en actifs de dette à long terme » (p. 135). Les auteurs proposent donc d'« abaisser l'exigence de rentabilité du capital ; adopter une fiscalité décourageant davantage les plus-values à court terme pour que l'épargne ne soit pas siphonnée par des placements spéculatifs ; abaisser les déficits publics afin d'éviter que l'épargne ne soit détournée vers leur financement » (p. 138). Il faut également « parier sur la solidarité à tous les niveaux, national et international » (p. 140). Et l'une des pistes centrales consiste à proposer un « nouveau partage » (p. 141) de la richesse afin d'« en finir avec un modèle de capitalisme exténué » (p. 142) dans lequel les salaires font office de variable d'ajustement et où « une politique de l'offre, aussi efficace soit-elle, ne sert à rien dans un environnement où la demande devient de plus en plus étique » (p. 143).

**PORTÉE
DE L'OUVRAGE**

Le présent ouvrage explicite la crainte des acteurs économiques de voir l'Europe sombrer dans les abîmes d'une crise généralisée dont ils ne sortiraient pas indemnes. Le constat est sans appel, parfois même à relativiser (notamment les thèses catastrophistes sur le Japon)¹. Appelant à de nouvelles formes multi-scalaires (mondiale, européenne et nationale) de régulation économique, ils ne défendent nullement des idéologies remettant en cause l'impératif de croissance². Par ailleurs, ils n'abondent pas dans le sens d'une « démondialisation » qui saperait les fondements d'une sphère financière mondialisée présentée comme délétère³. Car les solutions préconisées par les auteurs restent solubles dans le capitalisme libéral. Ils encouragent certes une refonte des logiques fiscales pour taxer moins le travail que le capital mais surtout au travers d'une pression accrue sur « l'épargne [qui est] excessive ». Il est également envisagé de hâter la dérèglementation du marché du travail permettant « une lutte plus efficace contre les rentes » dont jouiraient certaines professions. Quant à l'Europe monétaire, elle est présentée non comme un mal mais comme un remède. « L'impératif de la solidarité européenne » doit désormais prévaloir à condition de mettre en adéquation les logiques de l'Europe et celles des États puisque « le problème n'est pas d'abolir les intérêts nationaux mais de trouver des synthèses qui les rendent compatibles avec le bien commun » (p. 178).

S. D.

1. On rappellera ces titres d'ouvrages révélateurs de la capacité de résilience nippone face aux crises : Rémi Scoccimaro, *Le Japon, renouveau d'une puissance ?* (La Documentation française, 2010) ; Denise Flouzat, *Le Japon, éternelle renaissance* (PUF, 2004).
2. À l'instar de Serge Latouche (*Le Pari de la décroissance*, 2010) qui affirme « la crise du turbo-capitalisme est une crise de civilisation », qui dénonce « le totalitarisme économiciste, développementiste et progressiste » et qui considère que le défi actuel consiste « ni plus ni moins à sortir de l'économie ».
3. Tel Jacques Sapir, *La Démondialisation* (Seuil, 2010) qui décrit une « globalisation financière à l'agonie ».